

LCL OBLIGATIONS MONDE

OPCVM de droit français

Société de gestion

Amundi Asset Management

Sous déléguataire de gestion comptable en titre
CACEIS Fund Administration France

Dépositaire

CACEIS BANK

Commissaire aux comptes
DELOITTE & ASSOCIES

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Sommaire

	Pages
Caractéristiques de l'OPC	3
Compte rendu d'activité	4
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	14
Informations spécifiques	15
Informations réglementaires	16
Certification du Commissaire aux comptes	21
Comptes annuels	26
Bilan Actif	27
Bilan Passif	28
Hors-Bilan	29
Compte de Résultat	30
Annexes aux comptes annuels	31
Règles et méthodes comptables	32
Evolution de l'Actif net	34
Compléments d'information	35
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	42
Inventaire	43
Rapport annuel de l'OPC Maître	44

Caractéristiques principales du fonds

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

LCL OBLIGATIONS MONDE

Code ISIN : (C) FR0000985210

OPCVM de droit français géré par Amundi Asset Management, société de Amundi

Objectifs et politique d'investissement

Classification AMF ("Autorité des Marchés Financiers") : Obligations et autres titres de créance internationaux

En souscrivant à LCL OBLIGATIONS MONDE - P, vous investissez dans des titres obligataires libellés dans toutes devises, au travers de AMUNDI OBLIG MONDE - P.

En effet, votre investissement est réalisé en quasi-totalité dans AMUNDI OBLIG MONDE - P et, accessoirement en liquidités.

La performance de LCL OBLIGATIONS MONDE peut être inférieure à celle de AMUNDI OBLIG MONDE - P en raison notamment de ses propres frais.

La stratégie de votre fonds est identique à celle de AMUNDI OBLIG MONDE - P, à savoir :

"L'objectif de gestion de la SICAV est de réaliser, sur un horizon de placement minimum de 3 ans et après prise en compte des frais courants, une performance supérieure à celle de son indice de référence, le JP Morgan Government Bond Index Global (calculé coupons réinvestis), composé d'obligations gouvernementales internationales."

"Pour y parvenir, l'équipe de gestion :

- sélectionne majoritairement, selon le jugement de la gestion et dans le respect de le politique interne de suivi du risque de crédit de la société de gestion de façon non exclusive et non mécanique, des obligations d'Etats de l'OCDE sans limite de notation et des obligations d'entreprises des pays de l'OCDE de bonne qualité c'est à dire présentant une notation allant de AAA à BBB- sur l'échelle de notation de standards &Poors ou Fitch ou allant de Aaa à Baa3 dans l'échelle de Moody's. La sensibilité de la SICAV, qui mesure l'impact de la variation des taux d'intérêt sur la valeur de votre portefeuille, est comprise entre 0 et 10.

- met en œuvre une gestion active des devises (Toutes devises). "

"Des instruments financiers à terme ou des acquisitions et cessions temporaires de titres peuvent être utilisés à titre de couverture et/ou de générer une surexposition et ainsi porter l'exposition de la SICAV au delà de l'actif net."

L'OPC est géré activement et vise à obtenir une performance supérieure à celle de son indice de référence. Sa gestion est discrétionnaire : il est principalement exposé aux émetteurs de l'indice de référence et peut être exposé à des émetteurs non inclus dans cet indice. La stratégie de gestion intègre un suivi de l'écart du niveau de risque du portefeuille par rapport à celui de l'indice. Un écart significatif par rapport au niveau de risque de cet indice est anticipé.

Le résultat net et les plus-values nettes réalisées du fonds sont systématiquement réinvestis chaque année.

Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque jour, les opérations de rachat sont exécutées de façon quotidienne.

Recommandation : ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 3 ans.

Profil de risque et de rendement

à risque plus faible,

à risque plus élevé,

rendement potentiellement plus faible rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

Le niveau de risque de ce FCP reflète principalement le risque du marché des obligations internationales sur lequel il est investi.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM.

La catégorie de risque associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Les dispositions en matière de souscription/rachat de AMUNDI OBLIG MONDE - P, dans lequel est investi votre fonds, sont expliquées dans la partie Conditions de souscriptions et de rachats du prospectus de AMUNDI OBLIG MONDE - P.

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur sont :

- Risque de crédit : il représente le risque de dégradation soudaine de la qualité de signature d'un émetteur ou celui de sa défaillance.
- Risque de liquidité : dans le cas particulier où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont très faibles, toute opération d'achat ou vente sur ces derniers peut entraîner d'importantes variations du marché.
- Risque de contrepartie : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis de votre portefeuille.
- L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut avoir un impact négatif sur la valeur liquidative de votre portefeuille.

Compte rendu d'activité

Avril 2021

En avril, le scénario d'une reprise économique plus forte que prévue aux États-Unis s'est confirmé. En effet, les états sont de plus en plus nombreux à rouvrir leur économie et le déploiement des vaccins se poursuit. En revanche, l'Europe continue à souffrir et a été contrainte de remettre en place des mesures de confinement dans certains endroits. L'indice ISM manufacturier américain du mois de mars est ressorti à 65, un niveau élevé sans précédent depuis 1983 qui illustre la force du rebond américain. Le chiffre des ventes au détail aux États-Unis a suivi la même tendance en ressortant à un niveau nettement supérieur aux prévisions, en hausse de 9,8% en mars par rapport au mois de février. Malgré cette reprise solide, le procès-verbal du FOMC indique que la Réserve Fédérale américaine s'engage à maintenir une politique monétaire très accommodante dans un futur prévisible. En Europe, le panorama est bien différent car des restrictions liées à la Covid-19 restent en place dans de nombreux pays. Par exemple, la France a annoncé un reconfinement de quatre semaines à partir du début du mois d'avril. Les différences entre les États-Unis et l'Europe sont apparues très clairement vers la fin du mois. En effet, le PIB américain a augmenté de 6,4% au T1 2021 par rapport au trimestre précédent, alors que celui de la zone euro a reculé de 0,6%. La BCE a laissé ses taux d'intérêt inchangés, tout comme l'ampleur de son programme de rachat d'obligations et d'autres mesures de relance budgétaire. De la même manière, sur d'autres marchés développés, les banques centrales ont poursuivi leur politique monétaire résolument accommodante ; la Banque du Canada a maintenu ses taux d'intérêt à 0,25% mais a réduit ses achats hebdomadaires d'obligations. Vers la fin du mois, un point final a été mis au Brexit avec la signature d'un accord commercial entre le Royaume-Uni et l'UE. Le marché n'a pas beaucoup réagi à cet événement qui avait été largement anticipé. Les taux de rendement des obligations d'État des principaux marchés développés sont restés globalement stables. Par exemple, le taux de rendement du Bon du Trésor américain à 10 ans a reculé de 11 pb à 1,63 %, tandis que celui du Bund allemand à 10 ans a gagné 9 pb à -0,20%. Dans les régions périphériques, on a assisté à des mouvements du marché car la plupart des taux de rendement obligataires ont augmenté ; c'est l'Italie qui a connu la hausse la plus forte (24 pb), le taux de rendement des obligations d'État à 10 ans atteignant 0,90%, ce qui place désormais le pays au deuxième rang juste derrière la Grèce, dont le taux se situe actuellement à 1,04%. Les taux de rendement des obligations d'entreprises et des obligations des marchés émergents, ainsi que les écarts par rapport aux taux des obligations d'État, ont diminué, ce qui a conduit à des rendements positifs et à une surperformance par rapport aux obligations souveraines sur la plupart des marchés importants. L'USD a perdu du terrain face à toutes les devises des marchés développés et à la plupart des devises émergentes.

Mai 2021

Mai a été, dans l'ensemble, un mois assez calme avec la publication de très bons indicateurs économiques en Europe : L'indice manufacturier PMI est sorti au-dessus des attentes, à 63.1 et à des niveaux plus vus depuis plus de deux décennies, dans un environnement de forte reprise économique, bien aidé par les politiques monétaires très accommodantes et d'autres mesures temporaires. En réponse, les taux longs européens se sont tendus sur la première partie du mois, alimentés par les craintes d'une réduction partielle du programme de rachat d'actifs par la Banque Centrale Européenne (BCE). La communication des membres du conseil des gouverneurs a finalement apaisé ces craintes, décalant ainsi après l'été la décision de la diminution du montant de ces achats. Aux États-Unis, le débat sur les niveaux d'inflation continue mais la relative faiblesse du rapport d'avril sur l'emploi a tempéré ce mouvement, les chiffres ressortant à 266,000 nouvelles embauches au mois d'Avril, loin des attentes du marché qui tablait sur 1 million. Malgré un chiffre d'inflation de 4.2%, le rendement des bons du Trésor américain s'est détendu, repoussant les anticipations d'un prochain durcissement de la politique monétaire de la Réserve Fédérale Américaine (FED). Ailleurs dans le monde, les réunions des banques centrales telles que la Banque d'Angleterre, d'Australie ou de Norvège n'ont offert que peu de surprises avec le maintien des taux d'intérêts à leurs niveaux historiquement bas. Cette dernière cependant, a indiqué qu'elle pourrait relever ses taux après l'été 2021. La Banque d'Angleterre a quant à elle réduit son programme d'achat d'actifs d'un milliard par mois à 3.4 milliards de livre sterling suite notamment à la révision de la croissance britannique attendue à 7.5% (au lieu de 5%). Au Proche Orient, de fortes tensions ont eu lieu entre Israël et la Palestine entraînant des interventions militaires avant qu'un cessez le feu ne soit trouvé après 11 jours de conflit. Les marchés de crédit ont également connu un mois relativement calme avec une faible volatilité ; les résultats du 1er trimestre confirmant la bonne santé financière des entreprises.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Au niveau géographique, le marché américain surperformait les autres régions. Les obligations émergentes ont également connu un très bon mois de mai enregistrant des performances positives pour un second mois consécutif et dans l'ensemble des régions, notamment en Europe et en Afrique. Sur les autres marchés, l'or s'est apprécié de 7.8% tandis qu'à l'opposée, le marché des crypto-monnaies chutait lourdement suite à l'annonce de la Chine de la mise en place de certaines restrictions et à des préoccupations environnementales grandissantes liées à la forte consommation énergétique. Sur le marché des devises, à l'exception du Yen et de la couronne Norvégienne, les devises des pays développés se sont généralement appréciées contre le dollar. Sur le marché des taux, différentes dynamiques ont été observées : En Europe, les taux se tendaient sensiblement avec une inflation qui ressortait à 1.9%, soit un niveau plus observé depuis 2018 et proche de l'objectif de la BCE. Dans les pays de la zone périphérique, le rendement des taux à 10 ans augmentait de 0.04% en Italie et en Espagne notamment, sensiblement moins qu'en France (+0.06%) ou qu'en Allemagne (+0.05%) ou le Bund terminait le mois à -0.18%. A l'opposée, les bons du Trésor américain se détendaient de 0.02% à 1.59% tandis que les rendements canadiens, australiens, japonais et britanniques observaient tous la même tendance avec une baisse de rendement qui oscillait entre 0.02% et 0.04% sur des maturités similaires. Dans cet environnement le fonds a généré une performance positive mais légèrement inférieure à son indice de référence en raison de la contribution négative de nos stratégies de taux et de devises. La bonne performance des obligations souveraines australiennes, le resserrement des écarts de rendements entre les pays de la zone et l'Allemagne ainsi que de notre exposition positive à l'inflation ont permis de limiter la contribution négative de notre sous pondération en sensibilité en mai. Sur les devises, nous avons été pénalisé par nos stratégies de valeurs relatives en Europe notamment sur nos positions acheteuses en NOK et vendeuses en GBP et en Océanie où le Dollar australien se dépréciait contre le dollar néozélandais. Notre exposition positive en devises émergentes était quant à elle positive. Notre allocation crédit et plus précisément notre exposition à la dette émergente externe était le principal contributeur de performance en mai, supportée par la baisse des rendements des bons du Trésor américain et la stabilité de la situation dans des pays tels que le Mexique ou la Turquie.

Juin 2021

L'optimisme est resté le sentiment dominant sur les marchés durant le mois de juin, encouragé par les campagnes de vaccination qui s'accéléraient en Europe et permettent une reprise progressive de l'économie. Aux Etats-Unis les chiffres de l'emploi continuent de décevoir malgré la création de 559 000 nouveaux postes. L'inflation est quant à elle ressortie à 5% en glissement annuel, avec une augmentation de 0,8% par rapport à avril, nettement au-dessus du consensus (+4,7% sur un an). Dans ce contexte, la Fed a maintenu les taux d'intérêts inchangés à 0.25% mais a délivré lors de son dernier comité, un message plus ferme qu'attendu, indiquant qu'elle se préparait à débattre de la réduction progressive de son programme d'achat d'actifs sans pour autant prévoir une hausse des taux d'intérêt avant 2023. Toujours aux Etats-Unis, le président Biden obtenait un accord bi partisan entre républicains et démocrates sur son plan de relance visant principalement les infrastructures du pays. Quelques jours plus tôt, une première rencontre avec le président Putin était organisée à Genève pour aborder notamment des dossiers de sécurité national. Du côté de la zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a confirmé le maintien de l'orientation très accommodante de sa politique monétaire et sa volonté de préserver des conditions de financement favorables. Le PEPP devrait donc se poursuivre sur un rythme soutenu, autour de € 80 milliards par mois. Prenant acte de l'accélération de la reprise économique dans la zone euro, la BCE a néanmoins relevé ses prévisions de croissance et d'inflation pour 2021, à respectivement 4,6% et 1,9%. Quant à l'inflation, à 2% sur un an au mois de mai, elle a atteint l'objectif de la BCE pour la première fois depuis 2018. Enfin la réunion du G7 s'est tenue en Cornouaille avec la relance mondiale post-Covid et l'action en faveur du climat comme thèmes principaux. Suite à la propagation du nouveau variant Delta au niveau mondial, les taux à 10 ans des pays développés continuaient à se détendre en Juin. Les taux américains évoluaient dans une large fourchette avec un pic en début de mois à 1,63% et un plus bas à 1,43%, suite aux annonces de la Fed, et terminaient le mois en retrait de 0.13% par rapport au mois dernier. De son côté, la courbe de taux s'aplatissait en raison notamment de la forte tension observée sur la partie courte, avec des taux à 2 ans qui bondissaient de 0.11% à 0.25%. En Europe, les taux ont peu évolué avec une légère baisse du rendement du 10 allemand, de 2bps (à -0,21% à fin juin). Les marchés du crédit de bonne qualité profitaient d'un nouveau mois positif, notamment aux Etats-Unis tandis que les marchés émergents observaient une dynamique similaire sur le segment de la dette externe. La dette locale était davantage sous pression avec une poussée inflationniste persistante entraînant une réaction des banques centrales comme au Mexique où les taux directeurs augmentaient pour la première fois depuis 2018 de 4% à 4.25%. Dans cet environnement, le fonds a généré une performance positive et supérieure à son indice de référence, avec une contribution positive de nos stratégies de taux et devises tandis que notre allocation crédit était neutre.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Nos positions de courbe, notamment aux Etats Unis et en Australie, où le fonds est positionné pour un mouvement d'aplatissement, étaient le principal contributeur de performance en Juin et a compensé l'impact négatif de notre sous pondération en sensibilité. Notre forte sous pondération sur la dette allemande était également source de performance. Au sein de notre allocation devises, notre exposition positive aux devises émergentes était le principal moteur de performance notamment grâce à l'appréciation du Peso Mexicain qui bénéficiait de la remontée des taux directeurs.

Juillet 2021

En juillet, la reprise économique mondiale s'est poursuivie, sur fond de progrès réguliers des campagnes vaccinales et d'assouplissement des restrictions de l'activité dans plusieurs grands pays développés. La propagation du variant Delta, plus contagieux, a toutefois pesé sur le moral des investisseurs. Aux Etats-Unis, les marchés des actions et des obligations ont produit des performances contrastées : l'indice S&P 500 a atteint de nouveaux plus hauts historiques, tandis que les rendements des bons du Trésor américain sont tombés à des plus bas inédits depuis février. En termes de données économiques, l'inflation américaine a été plus élevée que prévu pour le quatrième mois consécutif, la hausse de l'IPC global atteignant 5,4% en glissement annuel en juin. Le redressement du marché du travail s'est accéléré, avec 850 000 emplois créés en juin, ce qui reste toutefois moins que prévu. La saison des résultats du deuxième trimestre a également donné des raisons de se montrer optimiste puisque 90% des entreprises du S&P 500 ont produit des résultats supérieurs aux prévisions des analystes à fin juillet. En Europe, les données du PMI ont laissé espérer une accélération de la reprise de la zone euro. L'activité économique a progressé à son rythme le plus rapide en 21 ans, la nette amélioration dans le secteur des services ayant largement compensé le léger recul de l'indice PMI manufacturier, lié aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement. En juillet, les obligations du Trésor américain ont continué sur leur lancée, le rendement de l'obligation à 10 ans reculant de 0,25%, à 1,22%, soit le plus bas niveau depuis février. La courbe s'est bombée lors du rally, le taux à 10 ans ayant surperformé les échéances à 5 ans et 30 ans. Jerome Powell, président de la Fed, a de nouveau évoqué le caractère transitoire de l'inflation lors de la présentation de son rapport semestriel sur la politique monétaire à l'occasion d'une visite au Congrès en milieu du mois, et même le chiffre plus élevé que prévu de l'IPC américain (5,4) en juin n'a pas réussi à briser l'élan du rally obligataire. Le rally a également été généralisé sur d'autres marchés développés, notamment le Royaume-Uni et la zone euro. Le rendement du Gilt à 10 ans a terminé le mois à 0,56%, soit une baisse de 0,17%. Dans la zone euro, la BCE a annoncé en milieu de mois son nouvel objectif d'inflation symétrique de 2%, tout en publiant de nouvelles directives prévisionnelles. Le rendement du Bund à 10 ans a baissé de 0,26%, à -0,46%. L'obligation d'Etat italienne à 10 ans a sous-performé le Bund, d'où une légère augmentation du spread BTP-Bund de 8bp, à 108bp. En juillet, le crédit d'entreprise a affiché une performance totale positive, entièrement liée à la baisse des rendements obligations d'Etat dans le monde. La performance relative a été négative, les spreads s'étant légèrement élargis sur l'ensemble des marchés et des notations. Le crédit européen a surperformé le crédit américain, lequel a fait l'objet de prises de bénéfices après plusieurs mois de solide performance. La dette subordonnée a surperformé, notamment les obligations hybrides non financières, qui ont fait l'objet d'une forte demande. La dette des marchés émergents a continué de sous-performer : les réformes chinoises du secteur des cours de soutien ont déclenché un regain de volatilité en fin de mois, dans le sillage de la surveillance accrue du secteur technologique et des mesures prises pour stabiliser le marché immobilier. Sur le mois, l'USD (DXY) a légèrement baissé (-0,3%), en partie en raison d'un taux de chômage plus élevé que prévu (5,9% contre une prévision de 5,6%) et de la confirmation par Jerome Powell lors de son témoignage au Congrès que la hausse des prix à la consommation au mois de juin était transitoire. Alors que le dollar s'est replié, l'euro a progressé de 0,1% ce mois-ci, les données économiques dressant un tableau mitigé de la zone euro. En juillet, la livre sterling s'est appréciée de 0,5% face à l'USD, soutenue par l'optimisme entourant la réouverture de l'économie britannique annoncée le 5 juillet par Boris Johnson, Premier ministre britannique. Le yen a progressé de 1,3% par rapport à l'USD, soutenu par l'aversion pour le risque qui a envahi les marchés. Les devises des pays émergents ont baissé de 1% en moyenne par rapport à l'USD. Le real brésilien, qui s'était sensiblement apprécié depuis le début de l'année, a reperdu une partie du terrain gagné au cours du mois.

Août 2021

Le rapport sur l'emploi publié début août a montré que l'économie américaine avait créé 943 000 emplois en juillet, un chiffre record depuis le début de l'année et supérieur aux estimations du consensus. Divers indices d'inflation aux Etats-Unis ont montré que l'inflation atteignait des sommets inégalés depuis le début des années 1990, certains indicateurs d'inflation affichant plus de 5%.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Le rendement du Trésor américain à 10 ans a commencé à augmenter dans le sillage de ces anticipations. Toutefois, cette tendance a été stoppée par l'annonce par l'administration Biden du retrait immédiat des forces américaines d'Afghanistan - contre toute attente, la milice talibane a pris le pouvoir quelques heures après le départ des Américains. Ces événements ont donné lieu à un regain d'incertitude quant à la stabilité politique au Moyen-Orient, après que les talibans se sont emparés d'une importante cache d'équipements de l'armée afghane, soutenue et entraînée par les États-Unis. Conséquence sur les marchés : le retour de la volatilité des rendements du Trésor américain, qui ont chuté au lendemain de la prise de pouvoir par les talibans avant de remonter, pour terminer le mois à 1,31%, contre 1,22% à fin juillet. En Europe, la période estivale a été marquée par une actualité plutôt calme, les efforts continus des gouvernements pour vacciner le plus grand nombre de personnes possible contribuant à créer un climat d'optimisme quant à une réouverture complète plus tôt que prévu. L'inflation dans la zone euro est désormais bien supérieure au taux cible de 2% de la BCE, le taux du mois d'août ayant été supérieur aux prévisions (3%), soit son niveau le plus élevé depuis dix ans. Il existe maintenant des différences significatives entre les marchés développés en termes d'inflation ; le Japon a enregistré une inflation annuelle de -0,3% en juillet et au Royaume-Uni, l'inflation a décéléré pour passer de 2,5% en juin à 2,0% en juillet. Cela étant, les rendements de la plupart des obligations des marchés développés ont augmenté au cours du mois ; les rendements du Trésor américain à 10 ans, du bund allemand et des gilts britanniques ont augmenté respectivement de 9 points de base, de 8 points de base et de 15 points de base, tandis que le Japon a fait figure d'exception, le rendement à 10 ans étant resté inchangé. Les obligations d'entreprises Investment Grade ont enregistré des rendements mitigés, les obligations américaines et européennes ayant vu leurs spreads augmenter légèrement, tandis que les obligations de rang inférieur ont encore enregistré de bonnes performances et ont surperformé les obligations d'État. Le mois a également été favorable aux obligations des marchés émergents, ainsi qu'à la moitié environ des devises des marchés émergents. La plupart des devises des marchés développés se sont dépréciées par rapport à l'USD, à l'exception de la NOK et du NZD. Les rendements des fonds ont été négatifs, principalement en raison d'une position long peu importante sur la durée des placements dans un contexte de hausse des rendements et des positions short sur les couvertures de crédit à court terme dans un contexte de resserrement des spreads.

Septembre 2021

Le thème de l'inflation continue d'être un élément majeur à l'échelle mondiale, avec les effets de goulots observés sur les chaînes d'approvisionnement et de transport qui perdurent en raison de la pandémie de Covid-19 et de ses effets secondaires en matière de pénurie de main d'œuvre notamment. La plupart des indices d'inflation évolue désormais au-dessus de leur moyenne à long terme, comme au Royaume-Uni où les prix de l'énergie ont enregistré des augmentations record. Les derniers chiffres d'inflation étaient globalement conformes aux attentes de la Réserve Fédérale aux États-Unis, tandis que dans l'ensemble de l'Europe la pression inflationniste se renforce, laissant supposer une révision des prévisions à la hausse pour 2022. Les banques centrales des principaux pays développés, considèrent cependant que l'inflation n'est que transitoire, et que les niveaux actuels sont en grande partie dus à un effet de base après l'effondrement des prix observé en 2020. Aux États-Unis, la Réserve Fédérale (FED) devrait annoncer dans les prochaines semaines un ralentissement progressif de son programme d'achats obligataires, qui devrait se terminer l'été prochain. Si les objectifs d'inflation ont été atteints, la situation en matière d'emploi et légèrement différente et seule une amélioration durable validera la fin du programme. Deux présidents régionaux de la FED, Kaplan et Rosengren, impliqués dans une controverse financière, ont annoncé leur démission et pourraient être remplacés par de nouveaux membres tout autant, voir plus fermes, en matière de politique monétaire. En Europe, la Banque Centrale Européenne (BCE) a annoncé qu'elle pourrait réduire modérément les achats d'obligations sous son programme du PEPP. Le rythme passerait alors de 20-25 milliards d'euros à 10-15 milliards d'euros par semaine, et cette diminution devrait avoir lieu au cours des trois prochains mois. Dans les autres régions, la Banque d'Angleterre est devenue davantage « hawkish » et a déclaré être préoccupée par la persistance de l'inflation. Toujours en Europe, la Norges Bank a été la première banque centrale des pays développés à augmenter ses taux depuis le début de la pandémie de Covid-19, les taux directeurs passant de 0% à 0,25%. Au cours du mois de septembre, les obligations souveraines des marchés développés ont vu leurs taux de rendement se tendre fortement : +0.18% pour les bons du trésor américain à 10 ans, +0.31% pour les Gilts britanniques à 10 ans et jusqu'à +0.34% pour les obligations australiennes de même maturité. Dans cet environnement, mêlant crainte d'inflation et ralentissement économique, les obligations d'entreprises de bonne qualité ont enregistré des performances absolues négatives mais ont surperformé les obligations souveraines avec des écarts de rendements qui continuaient de se réduire (Entre 0.01% et 0.03% selon les régions). Les obligations émergentes ont suivi la tendance observée sur les marchés développés et ont ainsi vu leurs taux d'intérêts augmenter générant des performances négatives sur le mois.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Sur les devises, le dollar américain s'est fortement apprécié, gagnant plus de 2% par rapport à la livre Britannique et au dollar néo-zélandais, les plus gros perdant du mois dans les pays développés. A l'exception du Rouble, les devises émergentes pâtissaient également de la vigueur du dollar. Dans cet environnement, le fonds a généré une performance légèrement négative mais supérieure à son indice de référence, avec une contribution positive de l'ensemble de nos stratégies. Sur les taux, le fonds a fortement bénéficié de sa sous pondération relative en sensibilité dans ce contexte de forte tension observée sur les rendements obligataires souverains. Notre exposition aux obligations indexées à l'inflation ainsi que notre surpondération à l'Italie étaient d'autres facteurs de surperformance sur le mois. La contribution de notre allocation en crédit était également positive, bien supportée par les écarts de rendements qui continuaient de se resserrer avec les obligations souveraines. Le fonds a également profité de certaines stratégies de devises et notamment de notre exposition longue au Dollar et de nos stratégies de valeurs relatives, en Europe notamment (Acheteur de NOK, vendeur de CHF). Le fonds a cependant légèrement souffert de son exposition à certaines devises émergentes telles que le Peso mexicain ou la Lire turque.

Octobre 2021

En octobre, le marché est resté centré sur l'inflation, avec une hausse du pétrole - parmi d'autres indicateurs - à 84 \$ le baril. Cependant, les données très attendues des emplois non agricoles aux États-Unis ont montré que 194 000 nouveaux postes ont été créés, bien en deçà des attentes de 500 000 emplois. Cela a alors conduit à des spéculations selon lesquelles les États-Unis pourraient être sur le point d'entrer dans une période de stagflation, renforçant la pression sur la Réserve Fédérale américaine pour agir contre l'inflation. Au Royaume-Uni, l'inflation a continué d'évoluer légèrement au-dessus de 3%, ouvrant la porte à une 1^{ère} hausse de taux dans un futur proche. Ailleurs, Bank of New Zealand a monté ses taux de 0,25% à 0,5% alors que Bank of Canada a mis fin à son programme d'achat d'obligations. Au cours du mois d'octobre, les obligations d'État des marchés développés ont vu leurs taux augmenter : +6 points de base à 1,55% pour le Trésor américain à 10 ans et +9 points de base à -0,11% pour les Bunds allemands à 10 ans. Les obligations australiennes à 10 ans ont encore une fois connu la plus forte hausse de +60 points de base à 2,09 %. Le mouvement de taux s'est accompagné d'un fort aplatissement des courbes (hausse des taux sur la partie courte / baisse de taux sur la partie longue). La BCE a réaffirmé l'achat d'obligations PEPP mais à un rythme inférieur à celui des trimestres précédents, faisant bondir les taux italiens et espagnols de +31 points de base et +15 points de base respectivement au cours du mois. L'UE a également émis une grande quantité d'obligations vertes, dépassant les 12 milliards d'euros pour le mois. Les obligations d'entreprises Investment Grade ont très peu fluctué par rapport aux obligations d'État, les spreads s'étant légèrement élargis de 1 point de base. Ces résultats masquent néanmoins des différences régionales puisque les obligations d'entreprises américaines et britanniques ont enregistré des performances positives, tandis que les obligations d'entreprises européennes ont terminé dans le rouge. Les obligations souveraines des marchés émergents libellées en devises externes ont affiché des rendements négatifs. Le dollar s'est déprécié par rapport aux devises des principaux pays développés, à l'exception de l'euro, du yen et de la couronne danoise. La couronne norvégienne se montre la plus grande gagnante du mois, enregistrant une appréciation de 4% par rapport au dollar. Le fonds affiche une performance légèrement négative mais surperforme son indice de référence sur le mois. Notre sous-pondération en duration a contribué à la surperformance, alors que les taux ont continué à augmenter, notamment en Europe où les taux allemands 10 ans ont monté de 9pbs. Le portefeuille a aussi tiré profit de l'aplatissement prononcé des courbes de taux. L'allocation crédit a eu une performance neutre avec des spreads très stables sur le mois pour les obligations d'entreprise investment-grade. Les devises ont aussi contribué positivement, notamment sur les pays développés (notre position vendeuse de Yen japonais a performé grâce à son affaiblissement de 2.2% contre l'USD).

Novembre 2021

Le mois de novembre a vu la résurgence du nombre de cas de COVID en Europe, entraînant la mise en place de nouvelles mesures de confinement en Autriche ou en Allemagne notamment. En fin de mois, la découverte d'un nouveau variant en Afrique du Sud, prénommé Omicron, et les incertitudes concernant l'efficacité des vaccins et la transmissibilité du virus, déclencha une vague de correction sur la plupart des marchés, dans un contexte de liquidité médiocre dû aux fêtes de Thanksgiving aux États-Unis. Les craintes liées au virus ont fortement pesé sur la plupart des actifs risqués tels que le pétrole, dont les cours ont baissé de plus de 15% sur le mois ; les indices actions (le MSCI World perdant 2,3% sur le mois) ; les obligations d'entreprises à haut rendement (-1.4%) ainsi que la dette sur les marchés émergents (-1% sur la dette externe).

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

A l'inverse, les valeurs refuges ont rebondi suite à ce fort mouvement d'aversion au risque. Les obligations souveraines des marchés développés ont particulièrement bien performé : le rendement du bons du Trésor américain à 10 ans a chuté de 11 points de base et son équivalent allemand de 24 points de base, tandis que le rendement des obligations du gouvernement australien de même maturité se détendait fortement de 0.40%. Sur les marchés des devises, le dollar américain s'est apprécié par rapport aux devises des principaux pays développés à l'exception du yen. Aux Etats-Unis, l'indice des prix à la consommation du mois d'octobre a atteint 6,2% par rapport à l'année précédente ; soit le plus haut niveau enregistré en 31 ans. Les ventes au détail ont fait preuve de résilience, progressant de 1,7%, tandis que le marché du travail affichait une bonne dynamique. La part d'emplois non agricoles a augmenté de 531 000 en octobre, bien au-dessus des estimations de 450 000 emplois, alors que seuls 199 000 Américains ont déposé une demande aux prestations de chômage au mois de novembre ; plus bas niveau depuis 1969. Enfin, le président Joe Biden a signé un projet de loi bipartisan de 550 milliards de dollars visant à moderniser les infrastructures existantes mais aussi à déployer des stations de recharge pour véhicules électriques à travers le pays. En Europe, l'activité des entreprises de la zone euro a accéléré en Novembre (Estimation PMI flash à 55.8) mais d'autres indicateurs faisaient apparaître une certaine divergence sur la vigueur de l'activité économique. En France, les chiffres du climat des affaires se redressaient tandis qu'outre-Rhin, la baisse de l'indice IFO montrait une tendance opposée. Comme aux Etats-Unis, la tendance inflationniste se renforçait avec une augmentation des prix à la consommation de 4.1% sur un an en zone euro. Au Royaume Uni, la Banque d'Angleterre a surpris le marché en annonçant maintenir ses taux inchangés malgré la hausse de l'inflation. Suite à cette annonce, les anticipations de hausse de taux pour 2022 ont été fortement révisées à la baisse. Le mois de novembre a également marqué le début de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP26). Les dirigeants d'environ 200 pays se sont alors réunis à Glasgow, en Écosse, dans le but de prendre des mesures décisives pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels. Le fonds affiche une performance légèrement négative et sous performe son indice de référence sur le mois. Dans cet environnement de marché, nos 3 principales stratégies ont contribué négativement à la performance du fonds. Sur les taux, la contribution positive de nos stratégies de courbe, aux Etats-Unis notamment où le fonds est surpondéré sur les maturités longues, n'était pas suffisante pour compenser l'impact négatif de notre sous pondération en sensibilité dans un marché qui a vu les rendements souverains sur les marchés développés se détendre fortement. Notre allocation crédit a également eu un impact négatif avec un fort écartement des spreads qui s'est propagé à tous les secteurs ainsi qu'au sein des pays émergents. Sur les devises, notre exposition positive au Dollar n'a pas permis de compenser ni la faiblesse de certaines devises liées aux matières premières (Couronne norvégienne, Dollar australien), ni la chute de la Lire turque qui a souffert d'une baisse des taux directeurs plus importante que prévue, malgré une inflation galopante.

Décembre 2021

La propagation du variant Omicron, le changement de tons des principales banques centrales dans les pays développés et des données macroéconomiques en repli ont animé les marchés en cette fin d'année 2021. Les inquiétudes autour du nouveau variant Omicron se sont poursuivies, conduisant à l'annonce de nouvelles restrictions dans de nombreux pays et notamment en Europe. Malgré une transmission accrue par rapport au précédent variant Delta, des symptômes plus légers et des durées d'hospitalisation plus courtes ont été enregistrés, ce qui devrait limiter l'impact sur la croissance économique. Après un début de mois volatil, les marchés se sont progressivement redressés dans la perspective de la fin de l'année, profitant aux actifs risqués. Aux Etats-Unis, alors que la hausse des prix à la consommation a atteint 6,8% par rapport à l'année précédente, la Réserve Fédérale américaine a officiellement reconnu que l'inflation pourrait perdurer et a annoncé une accélération de la réduction du programme de rachats d'actifs à 30 milliards de dollars par mois. Sur le plan de l'emploi, 210 000 nouveaux postes ont été créés, bien en deçà des estimations de 568 000 emplois. Le congrès américain a également voté le relèvement du plafond de la dette en milieu de mois. En Europe, la Banque Centrale Européenne (BCE) a signalé que le programme d'achat d'urgence lié à la pandémie (PEPP) resterait au niveau actuel de 60 milliards d'euros par mois et se terminerait en mars comme prévu. Le programme d'achat d'actifs (APP) de la BCE accélèrera au deuxième trimestre pour pallier à la fin du PEPP, avant de ralentir à nouveau à 20 milliards d'euros au quatrième trimestre. L'indice PMI global européen est passé de 55,4 en novembre à 53,4 en décembre. L'inflation s'est maintenue à 4,9%, bien au-dessus de l'objectif de 2 % de la BCE, alors que les prix de l'énergie restaient élevés.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a de nouveau surpris les marchés par une hausse de 15 à 25 points de base, évoquant une inflation persistante. Les rendements obligataires de la plupart des marchés développés ont augmenté : +7 points de base pour les bons du Trésor américain, +17 points de base pour le Bund allemand et +16 points de base pour les gilts britanniques à 10 ans. Les rendements obligataires canadiens et australiens de même échéance ont reculé respectivement de 14 et 2 points de base. Sur le crédit les écarts de rendement par rapport aux obligations souveraines se sont resserrés de façon généralisée, les obligations à haut rendement et la dette subordonnée enregistrant les meilleures performances. L'ensemble des obligations émergentes émises en devises locales ou externes a enregistré une performance positive au cours du mois de décembre. Sur le marché des devises, le dollar américain s'est généralement déprécié face aux autres devises des marchés développés et émergents. Le fonds affiche une performance légèrement négative mais surperforme son indice de référence sur le mois. Dans cet environnement de marché, l'ensemble de nos stratégies ont contribué positivement à la performance du fonds. Sur les taux, notre sous pondération en sensibilité était la principale source de surperformance suite à la remontée quasi généralisée des rendements obligataires dans les pays développés. Le fonds a également profité de la bonne tenue de notre allocation aux obligations indexées sur l'inflation ; la pression sur les prix à la consommation restant forte. Notre allocation aux actifs plus risqués était également positive, bien soutenue par un regain d'optimisme sur l'impact du variant Omicron sur la croissance économique mondiale. Cette révision bénéficiait aux obligations émergentes et d'entreprises qui voyaient leurs écarts de rendement avec les obligations souveraines des pays développés se resserrer fortement. Sur les devises, la surperformance provenait essentiellement de notre préférence pour les devises cycliques qui ont fortement rebondi sur le mois comme ce fut le cas pour la couronne norvégienne (NOK) ou le Dollar australien (AUD), au profit de devises plus défensive (Franc Suisse et Yen). Le fonds profitait également de la vigueur du Peso mexicain ainsi que du rebond quasi généralisé des devises émergentes.

Janvier 2022

En janvier, les marchés ont digéré la possibilité d'un resserrement agressif de la part de la Réserve fédérale américaine (la Fed) alors que les pressions inflationnistes persistent. Les tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine se sont renforcées. L'indice des prix à la consommation (IPC) des États-Unis a bondi à des valeurs jamais atteintes en 40 ans : 7% par rapport à l'année précédente, alors que le chômage est tombé à 3,9% - proche de son niveau pré-pandémique. Ceci a incité la Fed à annoncer l'approche du cycle de normalisation des taux. Elle n'a pas explicitement exclu certaines mesures telles qu'une hausse du taux directeur à chaque réunion de l'année ou une augmentation par tranches supérieures à 25 points de base. Le président de la Fed, M. Powell, a déclaré que le taux des fonds fédéraux sera le principal moyen de resserrer la politique. Le programme d'achat d'actifs prendra fin début mars et le resserrement quantitatif n'interviendra qu'après le début du cycle de hausse des taux au mois de juin. En Europe, l'inflation s'est maintenue bien au-dessus de l'objectif de 5% de la BCE. L'indice PMI global européen est passé de 53,3 en décembre à 52,4 en janvier, alors que la pression du variant Omicron vient s'ajouter à la hausse des prix de l'énergie et aux contraintes de la chaîne d'approvisionnement. La santé économique de l'Europe est à la traîne des États-Unis, conduisant la BCE à rester plus accommodante que la Fed. La nomination de Sergio Mattarella pour un second mandat à la présidence de l'Italie a réduit l'écart entre les obligations d'État italiennes et allemandes. Du côté des autres marchés développés, la Banque du Canada, la Banque du Japon et la Norges Bank sont toutes restées en attente. Répondant à la pression à la baisse sur la croissance liée aux nouveaux cas de Covid-19 et à la politique de tolérance zéro en place, la Banque populaire de Chine a réduit les opérations d'open market, avec le taux de repo à 7 jours et les taux des facilités de prêt à moyen terme à 1 an de 10 bps - première fois depuis mars 2020. Au cours du mois de janvier, les rendements obligataires des marchés développés ont augmenté : +19 points de base pour le Bund allemand, +27 points de base pour les bons du Trésor américain et +33 points de base pour les gilts britanniques à 10 ans. Le rendement à 2 ans américain a quant à lui augmenté de 45 points de base, entraînant un aplatissement important de la courbe. Les obligations des marchés émergents ont enregistré des performances négatives, tout comme les obligations global corporate. Sur le marché des devises, le dollar américain s'est apprécié face à l'ensemble des principales devises des marchés développés. Du côté émergent, les devises ont enregistré des rendements mitigés - certains tels que le peso chilien et le réal brésilien ayant surperformé le dollar. Dans cet environnement, le fonds affiche une performance négative mais surperforme fortement son indice de référence sur le mois, avec une contribution notable de nos stratégies de taux et de devises tandis que nos stratégies de crédit étaient négatives. Sur les taux, notre sous pondération en sensibilité, ainsi que nos stratégies de courbe, notamment aux États Unis, où le fonds était positionné pour un aplatissement de la courbe, était source de surperformance.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Notre allocation en devises a eu un impact positif grâce à notre exposition positive au dollar, nos expositions en devises émergentes, notamment nos positions acheteuses (forint hongrois, peso chilien) ou vendeuses (dollar de taïwan, shekel israélien) et nos stratégies de valeurs relatives telles que notre position acheteuse sur la couronne norvégienne et vendeuse sur le franc suisse ou acheteuse sur le dollar australien et vendeuse sur le dollar néozélandais. En revanche, notre allocation crédit a eu une performance négative avec un fort écartement des spreads qui s'est propagé à tous les secteurs ainsi qu'au sein des pays émergents.

Février 2022

Au cours du mois de février, les nouvelles hawkish des banques centrales et d'inflation ont été mises de côté, alors que toute l'attention s'est tournée vers la Russie et l'Ukraine. Après des semaines de confrontation, l'invasion militaire russe de grande échelle a provoqué un choc sur les marchés, déclenchant une flambée des prix des matières premières et une chute des actifs risqués. En réponse à l'agression russe, les pays occidentaux ont imposé une série de sanctions sans précédent. Cet incident majeur marque un pic dans les tensions géopolitiques et renforce l'incertitude des perspectives économiques mondiales. Sur le plan économique, 467 000 nouveaux emplois ont été créés aux États-Unis au cours du mois de janvier, bien au-dessus du consensus. En parallèle, l'indice des prix à la consommation a augmenté au-delà des prévisions et le taux d'inflation annuel a atteint 7,5 % - son plus haut niveau en quatre décennies. La Banque Centrale Européenne a laissé sa politique monétaire inchangée. Néanmoins, elle reste unanimement préoccupée par les chiffres de l'inflation : l'indice des prix à la consommation de la zone euro a bondi à 5,1% sur 12 mois, bien au-dessus de l'objectif de 2%. La décision de la Banque d'Angleterre de lever ses taux d'intérêt de 25 points de base prouve là-encore que l'inflation était au premier plan des décisions des banques centrales. Les rendements obligataires des marchés développés ont encore augmenté : +12 points de base pour le Bund allemand, +11 points de base pour les Gilts britanniques et +5 points de base pour les bons du Trésor américain à 10 ans. Face au contexte d'aversion au risque et d'incertitude renforcées, les obligations des marchés émergents ont enregistré des performances fortement négatives, tout comme le crédit aux entreprises. Comme attendu, les marchés du crédit européens ont été largement plus touchés que les marchés américains. La hausse des prix des matières premières a soutenu l'appréciation de certaines devises telles que la Couronne norvégienne ou le Dollar australien. Le Yen japonais et le Franc suisse ont repris leur rôle traditionnel de monnaies refuges et se sont appréciés. Dans les économies émergentes, le Rouble s'est effondré de 21%, et dans une moindre mesure, les devises d'Europe de l'Est ont été négativement affectées. Le fonds affiche une performance négative et en retrait par rapport à son indice de référence sur le mois, avec une contribution positive de nos stratégies de taux et de devises tandis que nos stratégies de crédit étaient négatives. Sur les taux, notre sous pondération en sensibilité, ainsi que nos stratégies de courbe, notamment aux Etats Unis, où le fonds était positionné pour un aplatissement de la courbe, était source de surperformance, tout comme notre préférence pour les obligations indexées à l'inflation. Notre allocation en devises a eu un impact positif grâce à notre exposition positive au dollar et nos stratégies de valeurs relatives sur le bloc de devises matières premières (pays développés). En revanche, notre allocation crédit a eu une performance négative avec un fort écartement des spreads qui s'est propagé à tous les secteurs ainsi qu'au sein des pays émergents.

Mars 2022

La guerre en Ukraine s'est poursuivie au cours du mois de mars alors que les actifs risqués se sont bien maintenus, en dépit de la course à la hausse des taux et l'importante volatilité des marchés. Aux Etats-Unis, l'indice des prix à la consommation du mois de février a atteint son plus haut niveau en 40 ans (7,9 % en glissement annuel), alors que 678 000 nouveaux emplois ont été créés, au-dessus du consensus. Ceci a incité la Réserve fédérale américaine à relever ses taux de 25 points de base pour la première fois depuis 2018. Les projections de la Fed prévoient 7 hausses en 2022 et 3 autres en 2023. La Fed a officiellement mis fin à l'assouplissement quantitatif et a signalé le début d'une réduction de ses avoirs en titres du Trésor, en dette d'agence et en MBS au cours des réunions à venir. Afin de refroidir les prix du pétrole, la Maison Blanche a décidé de puiser 180 millions de barils de pétrole supplémentaires du stock d'urgence américain. Il s'agit d'une mesure sans précédent, alors que la coalition OPEP+ s'en tenait à son plan d'augmenter progressivement la production de pétrole de 400 000 barils par jour en avril. En Europe, alors que le taux d'inflation de 5,9 % reste bien au-dessus de l'objectif, la BCE a surpris le marché en annonçant qu'elle pourrait mettre fin à ses achats nets d'actifs au troisième trimestre si les données à venir confirment la persistance de l'inflation à moyen terme. Elle a ainsi annoncé une réduction plus rapide de son programme d'achat d'actifs au deuxième trimestre, via un nouveau plan visant 40 milliards d'euros d'achats en avril, 30 milliards d'euros en mai et 20 milliards d'euros en juin. Dans le même temps, la BCE souhaite garder davantage de flexibilité sur le calendrier des hausses de taux.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

D'autres banques centrales de marchés développés, telles que la Banque d'Angleterre, la Banque du Canada et la Norges Bank, ont quant à elles procédé à une hausse de taux à 0,75 %, 0,5 % et 0,75 %, respectivement. En parallèle, la Chine a mis en place le confinement le plus strict à Shanghai depuis celui de Wuhan, alors que le pays lutte contre sa pire pandémie de covid en 2 ans. Dans ce contexte, les rendements obligataires des marchés développés ont encore augmenté: +41 points de base pour le Bund allemand à 10 ans et +20 points de base pour son équivalent britannique et +51 points de base pour les bons du Trésor américain à 10 ans taux et +90 points de base pour les bons du Trésor américain à 2 ans (plus haut niveau depuis février 2019). Dans ce contexte, la courbe des taux américaine s'est fortement aplatie, le segment 2-10 ans finissant même le mois en territoire négatif. Les spreads de crédit (périphériques, corporate et émergents) se sont resserrés, mais leur performance absolue s'est montrée négative en raison de la hausse des taux. Le dollar américain s'est apprécié par rapport à la plupart des devises des principaux marchés développés. Avec des prix de matières premières toujours en hausse, le NZD, l'AUD et la NOK ont surperformé les devises importatrices d'énergie telles que le JPY et l'EUR dans le G10. Les devises basées sur les matières premières comme le BRL, le ZAR, le MXN et le COP ont été les gagnantes sur les marchés émergents. Le fonds affiche une performance négative mais surperforme son indice de référence sur le mois. Dans cet environnement de marché, l'ensemble de nos stratégies ont contribué positivement à la performance du fonds. Sur les taux, notre sous pondération en sensibilité, ainsi que nos stratégies de courbe, notamment aux Etats Unis, où le fonds était positionné pour un aplatissement de la courbe, étaient source de surperformance, tout comme notre préférence pour les obligations indexées à l'inflation et notre surpondération sur les pays de la zone périphérique / semi-core Européenne. Notre allocation en devises a eu un impact positif grâce à notre exposition positive au dollar, nos stratégies de valeurs relatives sur le bloc euro (sous-pondéré) et le bloc de devises matières premières (sur-pondéré) ainsi que nos expositions en devises émergentes, notamment nos positions acheteuses (Peso mexicain et chilien) ou vendeuses (Dollar de Taïwan). Notre allocation crédit a eu une performance positive avec un resserrement des spreads de crédit.

Sur la période sous revue du portefeuille LCL OBLIGATIONS MONDE, la performance est de -4,06%. Celle du benchmark est de -4,40% avec une Tracking Error de 1,65%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

INFORMATION SUR LES INCIDENCES LIÉES À LA CRISE COVID-19

La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'OPC au cours de l'exercice.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
AMUNDI OBLIG MONDE - P	849 637,77	6 056 862,48

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Modification : Les documents d'information relatifs à l'OPCVM maître AMUNDI OBLIG MONDE, de droit français, agréé par l'Autorité des marchés financiers le 22 décembre 1983, sont disponibles auprès de : Amundi Asset Management Relations Réseau Caisses Régionales 91-93, Boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Modification Amundi Asset Management Service Clients 91-93, Boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Modification Amundi Asset Management, Société par Actions Simplifiée Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036 Siège social : 91-93, Boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Modification : Les souscriptions s'effectuent en millième de part au-delà des minima de souscriptions. Les rachats s'effectuent en millième de part.

Modification Date de mise à jour du prospectus : 26 janvier 2022.

Informations spécifiques

OPC nourricier

La documentation juridique du Fonds prévoit qu'il est investi en totalité et en permanence en parts (ou actions le cas échéant) de son OPC maître et indique, au titre des frais indirects, les taux maxima des commissions de souscription et de rachat, ainsi que des frais de gestion de cet OPC maître.

Conformément à la réglementation et au cours de la période écoulée, l'OPC maître a présenté en pratique des taux conformes à ceux mentionnés dans le Document d'Information Clé pour l'Investisseur et repris dans le paragraphe « Frais de gestion ».

Frais de gestion nourricier

Votre fonds est nourricier de l'OPC AMUNDI OBLIG MONDE. Le total des frais effectivement prélevés au cours de l'exercice s'élève à 1,26% TTC, dont 0,34% TTC qui représentent les frais de gestion directs et 0,92% TTC qui représentent les frais de gestion indirects (représentant les frais courants du maître sur la même période).

Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

Calcul du risque global

- Méthode du calcul de l'engagement

Contrairement à son maître, cet OPCVM ne peut pas avoir recours à des instruments générant un calcul d'engagement ; aucune méthode de calcul d'engagement n'est donc mentionnée.

Les méthodes de calcul du ratio du risque global du maître sont :

La VaR Relative.

Informations réglementaires

Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société de gestion et sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de véto.

Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ».

Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulée et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.amundi.com.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Politique de Rémunérations

Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « Directive UCITS V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

De plus, la politique de rémunération est conforme au Règlement (UE) 2019/2088 (« SFDR »), intégrant le risque de développement durable et les critères ESG dans le plan de contrôle d'Amundi, avec des responsabilités réparties entre le premier niveau de contrôles effectué par les équipes de Gestion et le deuxième niveau de contrôles effectué par les équipes Risques, qui peuvent vérifier à tout moment le respect des objectifs et des contraintes ESG d'un fonds.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 2 février 2021, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2020 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V, et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2021.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2021, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2021, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variable différées et non différées) versées par Amundi Asset Management à l'ensemble de son personnel (soit 1 400 collaborateurs au 31 décembre 2021) s'est élevé à 168 546 202 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 111 175 491 euros, soit 66% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 57 370 712 euros, soit 34% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2021, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 20 947 570 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (soit 29 collaborateurs au 31 décembre 2021), 14 896 957 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (soit 40 collaborateurs au 31 décembre 2021).

2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères financiers usuels :

- Performances brute et nette du fonds géré sur 1, 3 et 5 ans ;
- Ratio d'information et ratio de Sharpe sur 1, 3 et 5 ans ;
- Performance fees générées pendant l'exercice si pertinent ;
- Classements concurrentiels ;
- Contribution à la collecte nette réalisée sur l'exercice.

Critères non-financiers usuels :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales ;
- Innovation / développement produit ;
- Transversalité, partage des best practices et collaboration ;
- Contribution à l'engagement commercial ;
- Qualité du management.

2. Fonctions commerciales

Critères financiers usuels :

- Collecte nette ;
- Recettes ;
- Collecte brute; développement et fidélisation de la clientèle; gamme de produits ;

Critères non-financiers usuels :

- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et du client ;
- Satisfaction client et qualité de la relation commerciale ;
- Qualité du management ;
- Sécurisation/développement du fonds de commerce ;
- Transversalité et partage des best practices ;
- Esprit d'entreprise.

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

A ce titre, notamment :

- est mis en place un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V
- la partie différée de la rémunération variable des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif
- l'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

Amundi applique des règles d'exclusion ciblées qui constituent le socle de sa responsabilité fiduciaire. Elles sont appliquées dans toutes ses stratégies de gestion active et consistent à exclure les entreprises qui ne sont conformes ni à notre politique ESG, ni aux conventions internationales et aux cadres reconnus sur le plan international, ni aux cadres de régulations nationales. Ces exclusions ciblées sont appliquées sous réserve de conformité aux lois et règlements applicables et sauf dispositions contractuelles contraires pour les produits ou services dédiés.

C'est ainsi qu'Amundi exclut les activités suivantes :

Tout investissement direct dans les entreprises impliquées dans la fabrication, le commerce, le stockage ou les services pour les mines antipersonnel, les bombes à sous-munitions, en conformité avec les conventions d'Ottawa et d'Oslo.

Les entreprises produisant, stockant, commercialisant des armes chimiques, des armes biologiques et des armes à l'uranium appauvri.

Les entreprises qui contreviennent gravement et de manière répétée à l'un ou plusieurs des 10 principes du Pacte Mondial, sans mesures correctives crédibles.

Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle d'Amundi. De plus, Amundi met en œuvre des exclusions sectorielles ciblées, spécifiques aux industries du charbon et du tabac. Ces exclusions sectorielles s'appliquent à toutes les stratégies de gestion active sur lesquelles Amundi a la discrétion entière de gestion de portefeuille.

Politique Charbon

Amundi exclut :

- Les entreprises développant ou projetant de développer de nouvelles capacités en charbon thermique dans l'ensemble de la chaîne de valeur (producteurs, extracteurs, centrales, infrastructures de transport).

Les entreprises dont plus de 25% du chiffre d'affaires provient de l'extraction de charbon thermique.

- Les entreprises dont l'extraction annuelle de charbon thermique est de 100 MT ou plus sans intention de réduction.

- Toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires lié à l'extraction de charbon thermique et à la production d'électricité à partir de charbon thermique est supérieur à 50% de leur chiffre d'affaires total sans analyse.

- Toutes les entreprises de production d'électricité au charbon et d'extraction de charbon avec un seuil entre 25% et 50% et un score de transition énergétique détérioré.

Application en gestion passive :

• Fonds passifs ESG

Tous les ETF et fonds indiciels ESG appliquent chaque fois que possible la politique d'exclusion du secteur charbon d'Amundi (à l'exception des indices très concentrés).

• Fonds passifs non ESG

Le devoir fiduciaire en gestion passive est de reproduire le plus fidèlement possible un indice.

Le gestionnaire de portefeuille dispose ainsi d'une marge de manœuvre limitée et doit remplir les objectifs contractuels pour obtenir une exposition passive pleinement conforme à l'indice de référence demandé.

Par conséquent, les fonds indiciels et ETF d'Amundi répliquant des indices de référence standards (non ESG) ne peuvent pas appliquer d'exclusions sectorielles systématiques.

Cependant, dans le cadre des titres exclus de la « politique charbon thermique » sur l'univers d'investissement actif d'Amundi mais qui pourraient être présents dans des fonds passifs non ESG, Amundi a renforcé ses actions en matière de vote et d'engagement qui pourraient se traduire par un vote « contre » le management des entreprises concernées.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Politique sur le tabac

Depuis 2018, Amundi limite les notes ESG des entreprises du secteur du tabac à E, sur une échelle de A à G (les entreprises notées G étant exclues) afin de prendre en compte les inquiétudes liées à la santé publique, mais également la violation des droits de l'homme, la pauvreté, les conséquences environnementales, et le coût économique considérable associé au tabac, estimé à plus de 1 000 milliards de dollars par an dans le monde, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé. Cette limite a pour but de pénaliser l'investissement dans ce type d'entreprises, ce qui doit être compensé par des investissements dans des entreprises plus vertueuses. La politique d'Amundi s'applique au secteur du tabac dans son entièreté, notamment les fournisseurs, les fabricants de cigarettes et les distributeurs.

En mai 2020, Amundi est devenu signataire du Tobacco-Free Finance Pledge, renforçant de fait sa politique d'exclusion au tabac. Amundi applique ainsi les règles suivantes :

- Règles d'exclusion : sont exclues les entreprises fabriquant des produits complets du tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 5%).
- Règles de limite : sont limitées à une note ESG de E (s'étalonnant de A à G) les entreprises impliquées dans les activités de fabrication, de fourniture et de distribution de tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 10%).

Des informations complémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par Amundi sont disponibles sur son site Internet : <https://legroupe.amundi.com>

* *Gestion active : hors OPC indiciels et ETF contraints par leur indice de référence.*

Règlements SFDR et Taxonomie

Article 6

Le fonds ne promeut pas d'investissement durable dans sa stratégie de gestion.

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

LCL OBLIGATIONS MONDE

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
Amundi Asset Management

90, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2022

Aux porteurs de parts du FCP LCL OBLIGATIONS MONDE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif LCL OBLIGATIONS MONDE constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les fonds, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des fonds et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 juin 2022

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Stéphane Collas

Stéphane COLLAS

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Comptes annuels

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Bilan Actif au 31/03/2022 en EUR

	31/03/2022	31/03/2021
INSTRUMENTS FINANCIERS	55 139 221,34	62 509 226,24
OPC MAÎTRE	55 139 221,34	62 509 226,24
Instruments financiers à terme		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
CRÉANCES		
Opérations de change à terme de devises		
Autres		
COMPTES FINANCIERS	25 468,51	24 792,73
Liquidités	25 468,51	24 792,73
TOTAL DE L'ACTIF	55 164 689,85	62 534 018,97

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Bilan Passif au 31/03/2022 en EUR

	31/03/2022	31/03/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	55 006 090,63	62 431 535,98
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	336 470,81	299 159,06
Résultat de l'exercice (a,b)	-197 250,40	-218 795,54
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	55 145 311,04	62 511 899,50
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS		
Instruments financiers à terme		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
DETTES	19 357,13	22 018,86
Opérations de change à terme de devises		
Autres	19 357,13	22 018,86
COMPTES FINANCIERS	21,68	100,61
Concours bancaires courants	21,68	100,61
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	55 164 689,85	62 534 018,97

(a) Y compris comptes de régularisation.

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Hors-Bilan au 31/03/2022 en EUR

	31/03/2022	31/03/2021
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Compte de Résultat au 31/03/2022 en EUR

	31/03/2022	31/03/2021
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	4,64	1,18
Produits sur actions et valeurs assimilées		
Produits sur obligations et valeurs assimilées		
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	4,64	1,18
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	22,53	24,51
Autres charges financières		
TOTAL (2)	22,53	24,51
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	-17,89	-23,33
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	206 530,29	224 850,68
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-206 548,18	-224 874,01
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	9 297,78	6 078,47
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-197 250,40	-218 795,54

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Annexes aux comptes annuels

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts courus.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus. La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro. La durée de l'exercice est de 12 mois.

Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0000985210 - LCL OBLIGATIONS MONDE : Taux de frais maximum de 0,3432% de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part LCL OBLIGATIONS MONDE	Capitalisation	Capitalisation

2. Évolution de l'actif net au 31/03/2022 en EUR

	31/03/2022	31/03/2021
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	62 511 899,50	64 871 725,17
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	1 690 380,33	1 487 432,58
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-6 688 305,57	-4 665 017,19
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	353 133,49	306 433,77
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers		
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Frais de transactions		
Différences de change	665,15	-93,70
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-2 515 913,68	736 292,88
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	1 305 913,26	3 821 826,94
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-3 821 826,94	-3 085 534,06
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme		
<i>Différence d'estimation exercice N</i>		
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>		
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-206 548,18	-224 874,01
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	55 145 311,04	62 511 899,50

3. Compléments d'information

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS		

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
HORS-BILAN										
Opérations de couverture										
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 GBP		Devise 2 USD		Devise 3 NZD		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
OPC Maître								
Créances								
Comptes financiers	15 262,55	0,03	10 033,09	0,02	102,77		70,10	
PASSIF								
Dettes								
Comptes financiers							5,53	
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	31/03/2022
CRÉANCES		
TOTAL DES CRÉANCES		
DETTES		
	Frais de gestion fixe	19 357,13
TOTAL DES DETTES		19 357,13
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-19 357,13

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	3 496,487	1 690 380,33
Parts rachetées durant l'exercice	-13 940,848	-6 688 305,57
Solde net des souscriptions/rachats	-10 444,361	-4 997 925,24
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	119 321,083	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

3.7. FRAIS DE GESTION

	31/03/2022
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	206 530,29
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,34
Rétrocessions des frais de gestion	

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	31/03/2022
Garanties reçues par l'OPC - dont garanties de capital	
Autres engagements reçus	
Autres engagements donnés	

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/03/2022
Titres pris en pension livrée Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	31/03/2022
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/03/2022
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			55 139 221,34
Instruments financiers à terme	FR0000286338	AMUNDI OBLIG MONDE - P	55 139 221,34
Total des titres du groupe			55 139 221,34

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/03/2022	31/03/2021
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	-197 250,40	-218 795,54
Total	-197 250,40	-218 795,54

	31/03/2022	31/03/2021
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-197 250,40	-218 795,54
Total	-197 250,40	-218 795,54

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	31/03/2022	31/03/2021
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	336 470,81	299 159,06
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	336 470,81	299 159,06

	31/03/2022	31/03/2021
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	336 470,81	299 159,06
Total	336 470,81	299 159,06

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

3.11. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	29/03/2018	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022
Actif net en EUR	73 673 632,21	68 277 285,46	64 871 725,17	62 511 899,50	55 145 311,04
Nombre de titres	158 408,497	145 902,089	136 240,369	129 765,444	119 321,083
Valeur liquidative unitaire	465,08	467,96	476,15	481,72	462,15
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	0,72	0,36	2,38	2,30	2,81
Capitalisation unitaire sur résultat	-1,59	-1,57	-1,67	-1,68	-1,65

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
AMUNDI OBLIG MONDE - P	EUR	549 688,18	55 139 221,34	99,99
TOTAL FRANCE			55 139 221,34	99,99
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			55 139 221,34	99,99
TOTAL Organismes de placement collectif			55 139 221,34	99,99
Dettes			-19 357,13	-0,04
Comptes financiers			25 446,83	0,05
Actif net			55 145 311,04	100,00

Parts LCL OBLIGATIONS MONDE	EUR	119 321,083	462,15
------------------------------------	------------	--------------------	---------------

OPCVM LCL OBLIGATIONS MONDE

Rapport annuel de l'OPC Maître

@@@RA-MTR

Amundi Asset Management, Société par actions Simplifiée - SAS au capital de 1 086 262 605 €.
Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.
Siège social : 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - www.amundi.com

Amundi
ASSET MANAGEMENT